

# La lettre des INDÉPENDANTS

NOVEMBRE 2025



**Liberté .  
Indépendance .  
Responsabilité .  
Héritage .  
Patriotisme .**



« Pour cette rentrée, voici une nouvelle lettre des Indépendants. Je veux vous redire que les cinq valeurs fondamentales du CNIP sont notre colonne vertébrale philosophique ; elles consolident notre corpus idéologique, nous guident dans nos choix programmatiques, nous obligent à la rigueur dans nos prises de parole et nos positionnements sur tous les sujets. Elles nous libèrent de l'hyper personnalisation des écuries présidentielles et nous empêchent de sombrer dans les buzz du moment, bulles sans intérêts qui disent la médiocrité de nos sociétés contemporaines. **Les Indépendants le sont, car ils ne cherchent pas à plaire à l'air du temps** ; ils cherchent à conserver ce qui doit

demeurer pour que le pays ne décline pas un peu plus. Chaque adhérent du CNIP doit se faire le porteur de cet état d'esprit, doit s'impliquer dans le devoir d'explication et de transmission afin que de nouveaux adhérents viennent irriguer le mouvement et le faire vivre dans sa commune ou sur ses réseaux sociaux, nouveau lieu du débat public. Il en va de notre avenir.

Retrouvez ma tribune politique dans les pages qui suivent. »

**Bruno North**, Président du CNIP

1

## ACTUS CNIP

Bruno NORTH sur le terrain : une rentrée en montagne

2

## TRIBUNES LIBRES

Les membres du CNIP s'expriment.

3

## CHOSSES LUES CHOSSES VUES

Ici ou là

## MUNICIPALES 2026

Les électeurs voteront les **15 et 22 mars 2026**.



**VOUS ETES  
ADHÉRENTS DU CNIP,  
VOUS VOULEZ ÊTRE  
CANDIDAT SUR UNE  
LISTE OU VOUS  
CONNAISSEZ  
QUELQU'UN QUI  
VEUT L'ÊTRE ?  
DITES LE NOUS !**

LE CNIP VOUS OFFRE  
FORMATION,  
ACCOMPAGNEMENT  
ET SOUTIEN.

Faites vivre le CNIP !  
Engagez-vous.

1

## Pour la rentrée politique du CNIP, Bruno NORTH a choisi la Vallée de Barousse à l'invitation du délégué départemental du CNIP des Hautes-Pyrénées, Christophe MARUFFY.

3 jours dans les Hautes-Pyrénées, accompagné par un officier à la retraite, ça dépote !

Christophe Maruffy s'était mis en quatre pour un programme dense et utile. Les territoires de montagne sont souvent les laissés-pour-compte des politiques parisiens, qui ne s'y attardent que peu. C'était le choix de Bruno North de s'y arrêter vraiment, d'en comprendre mieux les enjeux et la vie de ceux qui y vivent, et qui par leur présence et leur travail font vivre nos vallées françaises.

Au programme, échanges avec les élus locaux, visite d'une ferme et immersion dans le travail d'un producteur de fromage de montagne dans



la ferme, visite du patrimoine religieux remarquable et pour finir une belle réunion publique dans le village de Ferrère, où le président du CNIP a pu évoquer l'engagement du CNIP, ses valeurs fondamentales, parler de l'actualité, riche en n'importe quoi ces temps-ci, défendre la ruralité française, et répondre aux questions des habitants et de la presse.



**« Cette France existe ! Et nous, au CNIP nous la comprenons, nous l'accompagnons, nous la soutenons et nous la défendons. »**





**FERRERE**

# La ruralité n'est pas une France de seconde zone

En visite dans la vallée de la Barousse, le président du CNIP, Bruno North, a dressé un constat sans détour sur les difficultés de la ruralité. Santé, agriculture, transmission des entreprises, accès aux services publics : autant de défis à relever pour que la montagne reste vivante.

C'est au cœur de la vallée de la Barousse, à Ferrère, que Bruno North, président du CNIP, a choisi de présenter son parti. Un geste fort, loin des plateaux télé, qui traduit une volonté claire : replacer la ruralité au centre du débat national.

Durant 24 heures, l'homme politique a sillonné ce territoire enclavé des Hautes-Pyrénées, écoutant agriculteurs, maires et habitants. Parmi les haltes marquantes : la visite de la ferme de Denis Sost, producteur de fromage confronté à trois années d'arrêt d'activité en raison de normes sanitaires européennes qu'il juge "surtransposées" en France. "On empêche les agriculteurs de travailler", résume Bruno North. Une situation qui, selon lui, met en péril la pérennité de l'agriculture de montagne, fragilisée aussi par les difficultés de transmission d'exploitations et le désintérêt des



Le 20 septembre à Ferrère le président du CNIP Bruno North a répondu aux questions du public baroussais. / Photo B.B.

jeunes pour ces métiers.

Pour le CNIP, la solution passe par un retour à l'équilibre des priorités : "Des milliards ont été investis dans les banlieues, mais la ruralité est oubliée", dénonce-t-il. Il plaide pour un "minimum vital de services publics" dans chaque village, notamment en matière de santé. "Personne ne devrait vivre à plus d'un quart d'heure d'un accès aux soins", martèle-t-il, pointant un enjeu de sécurité vitale.

## Zones blanches

Même constat pour le numérique : "Les zones blanches, c'est fini. La fibre doit être une priorité." Il appelle les collectivités territoriales et les conseillers régionaux à "mailler enfin le territoire", pour sortir la Barousse de son isolement.

La forêt, la gestion de l'eau, le pas-

toralisme, la chasse ou encore le tourisme : Bruno North n'élude aucun des grands sujets qui structurent la vie locale. À ses yeux, la France rurale est "porteuse d'une culture, d'un mode de vie et d'un attachement au pays que l'on ne doit ni mépriser, ni folkloriser". "Pas d'avenir sans enfants, pas d'avenir sans vie locale", affirme-t-il, en appelant à "redonner confiance aux habitants" et à "soutenir l'engagement des maires qui refusent la dépopulation comme une fatalité".

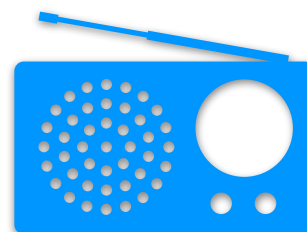
Sous son apparente simplicité, ce déplacement en Barousse est une déclaration de principes. Et une promesse : celle que la ruralité ne sera plus la grande oubliée de la République.

**Béatrice Bordonada**

06 30 53 61 50

L'article dans la Dépêche du Midi.

Nous publions régulièrement les articles qui font état des initiatives locales des délégués départementaux du CNIP





## LE MOT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



Chers Adhérents, Chers Amis,

Depuis la rentrée, bien agitée par les soubresauts politiques, nous voici arrivés à l'automne devant un chaos institutionnel jamais connu sous la Vème république.

Que dire d'un Président qui, pour le moins, restera dans l'histoire de notre pays celui dont un nombre incalculable de citoyens demandent la démission ?

Que dire d'un Président dont presque plus personne ne comprend ni les messages subliminaux ni les actes, ceci étant vrai dans tous les domaines qu'il touche ?

Que dire d'un Président qui, lorsqu'il prend la parole, ne suscite que méfiance alors qu'il serait censé unir les Français ?

Que dire d'un Président dont les attermoissements en politique internationale ont rendu la voix de la France inaudible ?

Cette longue litanie pourrait s'allonger plus qu'il n'en faut pour mesurer, au bout du compte, le dégât, que j'espère non irréversible, qu'il inflige à notre pays. Seulement voilà, traître lui même avec son président prédécesseur, il devient la cible des collaborateurs qu'il a lui même élevés au sommet de l'état et qui, tout comme lui l'a fait, ont emprunté, eux aussi, le chemin des traîtres.

Quoi qu'il en soit, nous sommes donc confrontés à devoir voter avant la fin de cette année, un budget dans des conditions où nos pires ennemis, la gauche et son cortège 'escrologiste-Lfiste' rejoint par les communistes, ont réussi à prendre en otage un premier ministre et son gouvernement.

Flanqué sur son bord gauche par ceux que la dissolution risquait de les renvoyer à l'anonymat le plus absolu, nous voilà avec des mesures budgétaires qui vont sanctionner une fois de plus les plus modestes : blocage des prestations, déremboursements, augmentation des tickets

modérateurs, etc. sans oublier les retraités qui eux il est vrai ne vont pas manifester et casser. Ils vont donc passer à la caisse : blocage des pensions, gel des tranches de l'impôt sur le revenu, suppression de la déduction forfaitaire de 10 % sur les revenus, restriction des prises en charge sur les affections de longue durée.

D'une manière plus générale, les prélèvements obligatoires augmenteront encore de 40 milliards d'euros, les dépenses publiques augmenteront encore de 29 milliards d'euros, la dette augmentera donc encore de 145 milliards d'euros. Pendant ce temps, ou plus exactement « *en même temps* », le programme « Solidarité envers les pays en développement » passera de 1,129 milliard d'euros, en 2025, à 1,541 milliard d'euros, en 2026, soit une augmentation de 36 % !

Bref, encore de l'argent pris dans la poche de nos concitoyens alors que tous ont compris que c'est l'état qui doit baisser ses dépenses. La seule question qui vaille est comment peuvent-ils présenter un plan d'économie sans nous faire les poches ?

Notre position est simple : le CNIP ne peut soutenir ni cette approche budgétaire annoncée ni aucun de ceux qui ne la condamnent pas !

Amicalement,  
James Rolland



## INFOS GÉNÉRALES

### . DÉMISSION .

*Le président du CNIP a acté la démission de M. Jean-Thierry Guilleré-Delangre de toutes ses fonctions au CNIP, qui ont été réattribuées lors d'un comité directeur.*

### . COMMUNICATION .

*Participez à la diffusion des tweets sur X et des posts Facebook de Bruno NORTH, de James Rolland et du @CNIP\_FR national ou du CNIP PARIS. Plus on 'like', plus on partage (RT), plus on fait de l'audience et plus les messages sont vus.*

2

## TRIBUNES LIBRES.

Ici on écrit ce qu'on pense.

### « LES ÉLECTIONS MUNICIPALES SONT NÉCESSAIRES POUR RÉTABLIR UNE CRÉDIBILITÉ DANS NOTRE DÉMOCRATIE NATIONALE ! »

PAR BRUNO NORTH, PRÉSIDENT DU CNIP,  
CONSEILLER RÉGIONAL GRAND EST



Les semaines passent et se ressemblent, nous creusons encore... un président qui s'agite en politocalleries, qui parle, mais qu'on n'écoute plus tant ses mots sont vains, comme son action, un premier ministre, un de plus, en suspension, qui gère les affaires courantes, qui ne courent plus, on fait du surplace : Matignon est une tour de contrôle qui ne contrôle plus grand-chose, même la laborieuse réforme des retraites semble être sur la sellette... tout ça pour ça. « Soyons fiers d'être des amateurs » lançait Emmanuel Macron à ses amis politiques.

Et bien je ne vois pas de quoi être fier quand je regarde l'état lamentable de notre pays, de notre démocratie, de la classe politique en charge. Un gouvernement dont pas un Français ne peut citer plus de 2 noms de ministres sur 30 ; une Assemblée nationale qui pense encore représenter les Français, qui fabrique des lois dont personne ne veut, dans un capharnaüm politicien bruyant et, grâce aux élus LFI, indigent et vulgaire en tout ;

un Sénat qui sauve la dignité, mais qu'on n'entend toujours aussi peu. Même le Louvre et ses dirigeants deviennent la risée du monde sur le dos de notre patrimoine national, violé, dérobé. On ne protège plus rien, mais on dépense quand même.

N'en jetez plus ! On sature de ce spectacle quotidien qui sent la fin de règne, règne qui avait déjà si mal commencé. On se demande où l'on va. On attend les élections municipales avec l'épée de Damoclès de la dissolution. Ambiance... Nous demandons la démission du président de la République, même si nous savons bien qu'il n'aura pas la geste gaullienne de le faire. La clarification attendra. Au CNIP, on s'engage sur les Municipales des 15 et 22 mars prochains. Nous avons répertorié des candidats potentiels dans des communes de toutes tailles : le mouvement aidera tous ceux qui en auront besoin.

Ancré dans le réel, le mandat municipal, maire, adjoint ou conseiller municipal est le plus proche du cœur battant du pays. C'est une mission que le CNIP ne manquera jamais de défendre et de valoriser. En outre ces élections qui comptent par leur implantation directement auprès des Français sont une préparation de l'élection présidentielle qui vient dans la foulée. En un mot, les élections municipales sont la mère des batailles pour le CNIP. Nous serons au rendez-vous ! Chaque adhérent du CNIP doit y être aussi !

Nous y prendrons part comme nous l'avons toujours fait, à notre façon, avec nos convictions d'abord, partenariat ensuite, indépendance toujours.

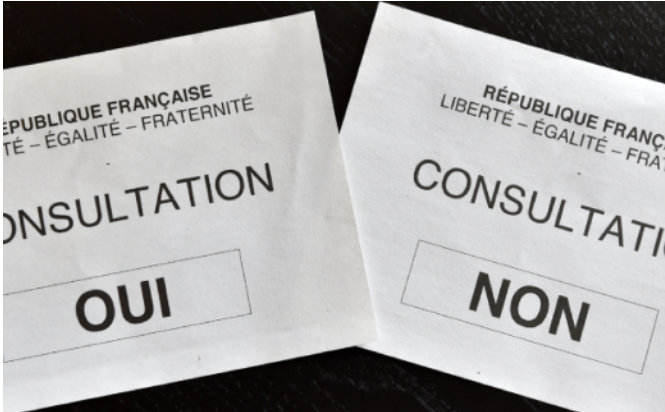
Je vois déjà les imposteurs agités, spécialistes du vent, du buzz et de la posture, traîtres un jour, traîtres toujours, *putchistes* ratés du dimanche, expulsés du CNIP par décision du bureau politique, faire la danse du ventre, allongés devant les figures du Rassemblement national. J'ai personnellement une souplesse limitée : j'ai toujours préféré marcher lentement, debout et longtemps, que trépigner à quatre pattes en attendant un os à ronger.

Nous aurons besoin de chacun d'entre vous pour tenir cette ligne et défendre les Indépendants, sereinement et solidement dans les mois qui viennent.

**De l'engagement, vient le changement.**

## « LA DÉMOCRATIE DIRECTE POUR RÉTABLIR LA DÉMOCRATIE TOUT COURT. Rétablir le référendum. »

PAR **TARIK DALI**, *SECÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT  
DU CNIP*



Le contexte politique actuel, pas seulement en France, mais dans toute l'Union européenne, est le résultat de la substitution de celle-ci à la Communauté européenne, en 1993. Le traité de Maastricht qui l'avait instituée avait organisé des transferts de souveraineté des états-nations à des organisations de l'Union européenne, accentués par le traité d'Amsterdam de 1997. Se sont ensuivies des conséquences différentes selon trois catégories de pays membres :

Première catégorie, le Royaume-Uni. Une des plus vieilles démocraties du monde a refusé d'abdiquer sa souveraineté et a préféré claquer la porte de l'Union européenne ;

Au fil des élections et des alternances politiques, plusieurs pays ont décidé de résister à cette dissolution des nations dans une technocratie dont la légitimité populaire est, à tout le moins, discutable. Dès l'origine, le Danemark avait rejeté le traité de Maastricht. Il ne l'avait approuvé qu'après avoir, entre autres, été exempté de la monnaie unique et avait conservé son entière souveraineté en matière de politique migratoire. La Suède, qui avait adhéré en 1995, avait refusé d'emblée l'euro et un référendum avait, plusieurs années plus tard, confirmé ce refus. On le sait moins, l'euro qui, à l'origine, était imposé à tous les nouveaux adhérents, ne l'est plus et ne l'intègrent désormais que les pays qui le souhaitent. C'est ainsi qu'aujourd'hui, bien que la plupart des états membres satisfassent aux critères de convergence, il n'y a plus d'élargissement de la zone euro. À ces

différents pays, s'ajoutent ceux qui font de la résistance et veulent garder leur souveraineté dans un certain nombre de domaines qui touchent essentiellement à la préservation de leur culture d'origine : la Hongrie, l'Italie, la Slovaquie, la Tchéquie, voire les Pays-Bas, ont rejoint les résistants de la première heure au prix de sanctions, menaces et vexations. Durant dix ans, la Pologne était la figure de proue de ces pays et une alliance à la française entre toutes les nuances des oppositions, a chassé du pouvoir les conservateurs, persécution des médias d'opposition à l'appui ; \*La France appartient à un troisième groupe de pays, ceux qui veulent être des élèves modèles qui acquiescent, voire devancent, les oukases de la Commission européenne. Mais une telle politique rencontre la résistance de plus en plus forte de la population. La Roumanie n'a pas hésité à annuler le premier tour de l'élection présidentielle de décembre dernier avant d'interdire de candidature le candidat arrivé en tête. En France, on constate que les partis qui ont perdu deux fois de suite les élections législatives se maintiennent au pouvoir après une campagne présidentielle occultée sous prétexte de guerre en Ukraine et après une précédente présidentielle complètement sabotée par les juges. Et désormais, la candidate susceptible d'arriver en tête est interdite de candidature.

Ce contexte ne laisse que très peu d'espoir d'obtenir une alternance par le calendrier électoral prévu. Cette alternance est pourtant indispensable si l'on veut rétablir la démocratie. En effet, si l'on regarde les décisions prises depuis plusieurs dizaines d'années, il est extrêmement difficile d'en débusquer qui correspondent à des demandes du peuple de France. Qu'il s'agisse de la constitutionnalisation de l'IVG ; du mariage entre individus de même sexe ; de toutes les mesures coercitives prises au nom d'une prétendue défense du climat, comme si des règles allaient modifier la température d'une planète vieille de 4,5 milliards d'années, dont certaines sont mortelles pour notre économie, comme la destruction volontaire et planifiée de l'industrie automobile (cf. **Le Figaro** du 14 avril 2025 <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/on-n-arrive-pas-a-rebondir-apres-les-chocs-l-appel-au-secours-de-l-industrie-automobile-europeenne-20250413> ou le **Nouveau Conservateur** de février 2024 <https://lenouveaueconservateur.org/rubriques/economie/la-promotion-de-la-voiture-electrique-ou-la-course-folle-vers-labime/> ) ; n'oublions pas la quinzaine

de réformes constitutionnelles votées par le Congrès depuis un quart de siècle ou les gadgets dans l'air du temps, comme toute la liste qui précède, avec des ministères sur l'égalité entre les hommes et les femmes, ou la parité dans les conseils d'administration des entreprises. On vient même d'imposer autant de femmes que d'hommes dans les listes de candidats aux élections municipales dans les toutes petites communes.

L'objectif non avoué est de donner la main à la technocratie, d'abord du fait de l'impossibilité de constituer de telles listes, ensuite du fait de la conséquence logique, la fusion de communes qui imposera de nouvelles structures administratives. Y a-t-il, dans cet inventaire à la Prévert, ne serait-ce qu'une seule réforme qui corresponde à une demande profonde des Français ? En revanche, celles qu'attendent ceux-ci : en gros, plus de sécurité, moins d'immigration et un pouvoir d'achat moins amputé par la rapacité fiscale, ne figure jamais à l'agenda de quelque gouvernement que ce soit. Pire : lorsqu'on s'est avisé de consulter le peuple directement, on n'a tenu aucun compte du résultat. Évidemment, le referendum de 2005 est célèbre, mais celui de Notre-Dame-des-Landes qui demandait l'aménagement d'un nouvel aéroport à Nantes, a subi exactement le même sort. Et lorsque les responsables politiques ne sont pas en cause, ce sont les juges qui interviennent. Au nom de quoi, un juge se permet-il d'interrompre le chantier pratiquement achevé d'une autoroute dans le Lauragais demandée par l'ensemble des habitants et des élus de la région ? Si ce n'est par idéologie sous la pression d'activistes d'extrême-gauche.

C'est pourquoi il ne faut pas caresser le moindre espoir d'un quelconque changement à l'issue d'une nouvelle élection présidentielle ou de législatives, qu'elles soient anticipées ou non, même s'il est quasiment certain que l'actuelle législature qui expire en 2029 n'ira pas à son terme. En tout état de cause, il ne faut pas compter sur l'un quelconque des partis au pouvoir depuis plus de quarante ans, pour répondre aux attentes des Français, à commencer par celle de les écouter. La preuve en est qu'après avoir fait semblant de se combattre trois décennies durant, ils gouvernent ensemble, malgré les faux-semblants, depuis huit ans. Cette situation est commune à la quasi-totalité des pays de l'Union européenne qui s'abrite derrière des règles juridiques que, justement, les partis au pouvoir l'ont laissée imposer (cf.

Interview de Pierre Rosanvallon dans **Le Monde** du 12 avril 2025 [https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/12/pierre-rosanvallon-historien-les-juges-incarnent-autant-que-les-elus-le-principe-democratique-de-la-souverainete-du-peuple\\_6594505\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/12/pierre-rosanvallon-historien-les-juges-incarnent-autant-que-les-elus-le-principe-democratique-de-la-souverainete-du-peuple_6594505_3232.html) )

Le peuple de France a perdu sa souveraineté alors même que, selon les termes de l'article 3 de la constitution, « *La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du referendum* ». La cause d'un problème ne pouvant être sa solution, celle-ci ne peut provenir ni d'un président légal qui a perdu toute légitimité réelle ni d'un gouvernement qui, par définition, n'a pas de légitimité, puisque largement minoritaire. La seule issue est de se passer de représentants du peuple qui ont failli, pour rendre à chaque citoyen la maîtrise de son destin par l'instauration du referendum d'initiative populaire.

La procédure doit passer par une modification de l'article 11 de la constitution. Celui-ci prévoit le referendum à la seule initiative du président de la République et en ouvre la possibilité « *à l'initiative d'un cinquième des membres du Parlement, soutenue par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales* ». Ce libellé a été, évidemment, conçu de telle manière qu'un tel referendum soit impossible puisqu'un dixième des électeurs inscrits équivaut à environ cinq millions de signataires. Il est donc indispensable que les Français se mobilisent pour surmonter cet obstacle et qu'ils soient cinq millions à exiger la modification de cet article. C'est, en l'état, impossible.

Mais on peut saisir l'occasion d'une étape intermédiaire. Une commission parlementaire spéciale a voté la suppression des ZFE. Mais après le tir de barrage du ministre de l'Écologie, l'inamovible militante d'extrême-gauche, Agnès Panier-Runnacher, a été efficace. Le gouvernement a profité du désordre à l'Assemblée nationale pour ne pas porter le débat en séance avant les vacances parlementaires. Ce n'est qu'une manœuvre dilatoire qui enterrera le texte qui, en principe, doit être mis à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale le 29 avril. Rien n'est moins sûr et il est tout à fait possible que le sujet soit carrément éludé sous prétexte d'encombrement du travail législatif. Il est d'ailleurs utile, sur cette question de la mise à l'écart du parlement, de lire le dernier ouvrage de Benjamin Morel, **Le nouveau régime ou**



*l'impossible parlementarisme*, qui explique remarquablement comment l'absence de majorité parlementaire permet à Macron de céder à son penchant naturel à l'autocratie et de se muer en vrai dictateur.

Convaincu que le rejet des ZFE en commission ne serait pas suivi d'effet, Alexandre Jardin avait organisé les rassemblements du 6 avril, soutenus par la Fédération des motards en colère, et qui ont obtenu un réel succès dans toutes les grandes villes où ils se sont tenus, ce qui témoigne d'une audience vaste, en rapport avec la sensibilité des Français à cette question. Cela rend tout à fait possible le franchissement de la barre des cinq millions de pétitions. Si les ZFE ne sont pas abrogées, ou pire, si le gouvernement arrive à les maintenir à Paris et à Lyon, il y aura un appel à referendum. Et, une fois qu'un referendum aura pu être organisé de cette façon, la barrière psychologique aura été franchie qui permettra d'atteindre de plus en plus aisément la barre des cinq millions de signatures. Il a déjà obtenu un premier succès en détournant le sigle et en popularisant sa signification en Zones à Forte Exclusion. En tout état de cause, l'objectif à moyen terme est, après l'organisation d'un premier referendum selon ces modalités, de discréditer définitivement la fausse démocratie parlementaire pour rendre la parole au peuple.

La démocratie ne sera rétablie que de cette façon. Il suffit de lire cette interview, décidément très instructive de Pierre Rosanvallon. Car il n'élude pas la possibilité d'organiser des referendums mais pour, aussitôt, la limiter par l'intervention des juges. Il explique, en toutes lettres, qu'on pourrait par, « *un referendum, voter pour ou contre l'avortement ou pour ou contre le mariage homosexuel, pas de trancher des problèmes aussi complexes que les retraites ou l'immigration* ». Signalons au passage que l'appréciation de la complexité, selon lui mineure, de questions aussi anthropologiques et civilisationnelles que le mariage ou la vie d'un nouveau-né, en regard de la durée de l'activité professionnelle qui, toujours selon le même auteur, serait d'une envergure infiniment plus ample, dénote un matérialisme suprême hors de toute notion d'humanité à un niveau auquel même Karl Marx n'aurait pas pensé.

La seule réponse pertinente sera donc de le prendre à son piège et, au lieu de militer, comme le

font par exemple le RN ou certains LR, pour un referendum sur l'immigration, préparer un texte de loi référendaire très précis. Par exemple : « *Souhaitez-vous l'abrogation définitive du droit au regroupement familial des étrangers résidant en France ?* » ou « *Souhaitez-vous l'abrogation pure et simple de tous les accords exorbitants du droit commun entre la France et l'Algérie ?* », ou « *Souhaitez-vous le rétablissement de la loi Thomas de 1997 instaurant des fonds de pension de retraite ?* ». On pourrait aussi demander la dissolution de l'Arcom, après l'avoir renommée Agence de répression et de censure des opinions majoritaires...

---

## « L'EAU, LA VIE. »

PAR CHANTAL DESTRUMELLE, SECRÉTAIRE NATIONALE DU CNIP



### (TRIBUNE EN 3 PARTIES. PARTIE 1)

2025 est la première année du programme (eau, climat et biodiversité 2025-2030) de l'agence de l'eau. Trouver un consensus entre des intérêts divergents ne sera pas facile. Il est cependant important de faire des efforts d'adaptation afin de marquer une étape décisive pour réduire les prélèvements d'eau, améliorer la qualité des eaux et préserver la biodiversité qui dépend de l'ensemble des activités humaines.

L'eau demeure le principal constituant des êtres vivants et l'élément indispensable à toute forme de vie. Sans eau, aucun organisme, qu'il soit végétal



ou animal, simple ou complexe, petit ou gros ne peut vivre.

Dans les années 1900, il y avait peu de villes en France où les habitants avaient de l'eau dans leur logement. Il fallait aller la chercher à la rivière ou au puits et laver son linge au lavoir... 10 à 20 litres par jour et par personne suffisaient. C'est après la Seconde Guerre mondiale qu'elle est arrivée dans tous les logements.

L'eau tient une place particulièrement importante dans notre vie ; on la retrouve dans toutes les activités quotidiennes : cuisine, toilette, lavages divers, évacuation des déchets (WC, lavabo, évier, baignoire). Elle contribue à plus de propreté et de salubrité.

Si l'eau est la vie, nous avons aussi notre responsabilité envers l'eau. Nous nous devons de réfléchir à notre responsabilité envers l'eau et à son histoire. Le philosophe grec ancien Thalès est célèbre pour avoir affirmé que « tout est eau ».

Pourtant, nous agissons comme si elle n'avait pas de valeur, nous la polluons et la consommons sans limite. En France, nous utilisons actuellement en moyenne 150 litres d'eau par jour et par personne.

Donc si l'eau c'est la vie, protégeons l'eau et nous protégerons la vie. L'accès à l'eau potable et sa gestion durable sont des questions cruciales pour le bien-être de l'humanité et la santé de notre planète.

Nous le savons, le dérèglement climatique augmente la variabilité des précipitations, exacerbe les sécheresses dans certaines régions et augmente les inondations dans d'autres. Nous devons nous engager dans la lutte contre ces dérèglements, c'est également un moyen de préserver nos ressources en eaux actuelles et à venir. Mais bien d'autres paramètres entrent en ligne de compte : la surutilisation de l'eau, les infrastructures vieillissantes de transport d'eau avec de nombreuses fuites... Il est donc nécessaire d'optimiser les réseaux d'eau potable en diminuant les fuites, les systèmes d'assainissement en améliorant leurs rendements épuratoires, et à investir dans des infrastructures plus performantes.

L'éducation et la sensibilisation du public sont également importantes, car de nombreuses personnes ne sont pas conscientes de la quantité d'eau utilisée pour produire les biens qu'elles consomment au quotidien. En prenant conscience de notre « empreinte eau », nous pouvons faire des choix plus éclairés et durables. L'ensemble des activités humaines (industrielles, agriculture, urbanisme, transports, énergie etc ...) doivent modifier leurs pratiques.

A suivre...



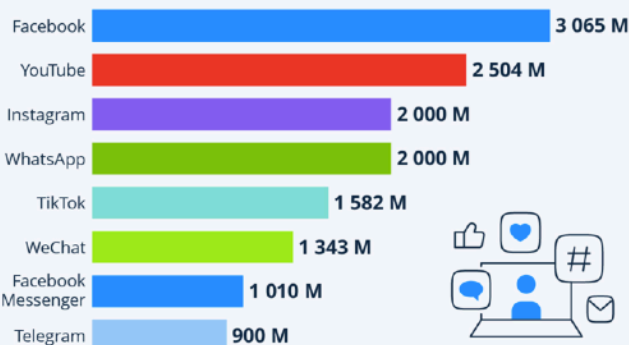
***SI VOUS AUSSI, VOUS AVEZ UNE TRIBUNE SUR UN SUJET QUI VOUS TIENT À COEUR, MERCI DE LA FAIRE PARVENIR AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LE PROCHAIN NUMÉRO DE LA LETTRE DES INDÉPENDANTS.***

3

## CHOSSES LUES, CHOSSES VUES Ici et là.

### Facebook reste le réseau social le plus utilisé

Réseaux sociaux les plus populaires dans le monde selon le nombre d'utilisateurs actifs en avril 2024



Comprend les réseaux sociaux et les messageries instantanées.  
Source : DataReportal



**Bruno North** @BrunoNorthCNIP · 16 sept.

J'ai signé ce soir, en mon nom et celui du @CNIP\_FR la pétition initiée par @PhdeVilliers demandant la tenue d'un référendum sur l'immigration. Les Français le demandent. Il est temps qu'on s'adresse au peuple sur ce sujet fondamental. Il en va de notre liberté et de notre responsabilité ! Signez !

Rendez-vous sur [referendum-immigration.com](https://referendum-immigration.com) pour signer la pétition !

22

254

649

11 k

1

### La plupart des Français se méfient des médias

Chiffres clés sur la confiance des Français envers les médias d'information

Sur les grands sujets d'actualité :



59 %

Considèrent que les médias ne sont pas indépendants aux pressions des partis politiques et du pouvoir

55 %

Considèrent que les médias ne résistent pas aux pressions de l'argent

75 % des personnes interrogées disent suivre l'actualité avec grand intérêt ; cependant, 51 % disent ressentir de la fatigue ou du rejet par rapport à l'actualité

Base : échantillon représentatif de 1 500 adultes (18 ans et plus) interrogés en ligne en octobre 2023.

Source : baromètre Kantar Public pour La Croix



statista

## 3 tweets de Bruno NORTH



**Bruno North** @BrunoNorthCNIP · 25 sept.

La question se pose : @NicolasSarkozy méritait-il 5 ans de prison avec mandat de dépôt, après avoir été relaxé des 3/4 des faits reprochés après 13 ans d'enquêtes en tout genre ? Les juges, politisés, abîment la Justice et l'Etat de droit, avec leurs excès pour certains et leur laxisme pour d'autres. Il faut craindre le ressentiment et la défiance du peuple sur tout le système. Qu'on aime ou pas l'ancien président, le juge doit faire acte de justice, pas acte politique. Ce jugement est excessif car incompréhensible, au regard des faits condamnables introuvables, l'association de malfaiteurs étant considérée comme une qualification fourre-tout. C'est bien le délit de puissance supposée qu'on condamne. Les parlementaires ont sciemment donné une réalité, et des moyens législatifs, au gouvernement des juges. Mitterrand avait raison : « N'oubliez pas, les juges ont mis fin à la monarchie, ils mettront fin à la République ». Tout changer.

@CNIP\_FR



**Bruno North** @BrunoNorthCNIP · 22 sept.

Reconnaissance d'un Etat (terroriste) de #Palestine ?

En fait, il fut un temps où j'étais plutôt en faveur de 2 Etats. Mais je pense que cette reconnaissance vient à contre-temps d'une Histoire qui récompense la barbarie.

@EmmanuelMacron qui a tout fait pour faire disparaître notre nation veut en inventer une autre, dont les dirigeants veulent explicitement en faire disparaître une troisième, démocratique, elle.

Tout cela n'a ni sens, ni logique, ni morale. Si ce n'est les siennes les plus inconséquentes qui soient.



Et parmi les sujets suivants, lesquels compteront le plus pour vous au moment de voter à l'élection municipale de 2026 ?

3 réponses possibles



ODOXA

L'opinion française

-24-

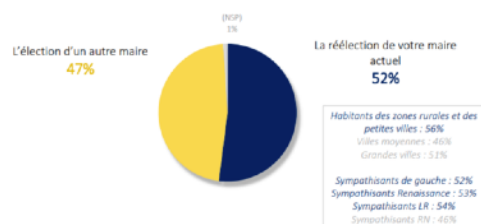
mascaret

PUBLIC SENAT

FRANCE REGIONALE



Souhaitez-vous plutôt la réélection de votre maire actuel, ou souhaitez-vous l'élection d'un autre maire ?



ODOXA

L'opinion française

Communes rurales : moins de 2 000 habitants  
Petites villes : entre 2 000 et 30 000 habitants  
Villes moyennes : entre 30 000 et 200 000 habitants  
Grandes villes : plus de 200 000 habitants

-26-

mascaret

PUBLIC SENAT

FRANCE REGIONALE



# PATCHWORK PHILO.

## THÈME DU MOIS : LA STRATÉGIE.

“  
POUR RÉUSSIR, IL NE SUFFIT  
PAS DE PRÉVOIR. IL FAUT  
AUSSI SAVOIR IMPROVISER.”  
Asimov

“  
D'ABORD ILS VOUS  
IGNORENT, ENSUITE ILS  
VOUS RAILLENT, ENSUITE ILS  
VOUS COMBATTENT ET ENFIN  
VOUS GAGNEZ.”  
Gandhi

“  
IL Y A BIEN DES MANIÈRES  
DE NE PAS RÉUSSIR, MAIS  
LA PLUS SÛRE EST DE NE  
JAMAIS PRENDRE DE  
RISQUE.”  
Franklin

“  
POUR FAIRE DE GRANDES  
CHOSSES, IL NE FAUT PAS ÊTRE  
UN SI GRAND GÉNIE ; IL NE  
FAUT PAS ÊTRE AU-DESSUS  
DES HOMMES ; IL FAUT ÊTRE  
AVEC EUX.”  
Montesquieu

“  
AVANT DE VOUS DIAGNOSTIQUER  
UNE DÉPRESSION OU UNE FAIBLE  
ESTIME DE SOI, ASSUREZ-VOUS  
D'ABORD QUE VOUS N'ÊTES PAS,  
EN FAIT, JUSTE ENTOURÉ PAR DES  
TROUS DU CUL.”  
Freud

“  
IL Y A DEUX FAÇONS DE SE  
TROMPER : L'UNE EST DE  
CROIRE CE QUI N'EST PAS,  
L'AUTRE EST DE REFUSER DE  
CROIRE CE QUI EST.”  
Kierkegaard

“  
SE RÉUNIR EST UN DÉBUT ;  
RESTER ENSEMBLE EST UN  
PROGRÈS ; TRAVAILLER  
ENSEMBLE EST LA  
RÉUSSITE.”  
Ford

“  
LÀ OÙ LA VOLONTÉ EST  
GRANDE, LES DIFFICULTÉS  
DIMINUENT.”  
Machiavel

“  
CE SONT LES HOMMES QUI  
ÉCRIVENT L'HISTOIRE, MAIS  
ILS NE SAVENT PAS L'HISTOIRE  
QU'ILS ÉCRIVENT.”  
Aron

“  
POUVOIR, VOULOIR, SAVOIR,  
TROIS MOTS QUI MÈNENT LE  
MONDE.”  
Hugo

“  
SI NOUS SOMMES MAÎTRES  
DES MOTS QUE NOUS  
N'AVONS PAS PRONONCÉS,  
NOUS DEVENONS ESCLAVES  
DE CEUX QUE NOUS AVONS  
LAISSÉ ÉCHAPPER.”  
Churchill

“  
IL VAUT MIEUX VISER LA  
PERFECTION ET LA MANQUER  
QUE VISER LA MÉDIOCRITÉ ET  
L'ATTEINDRE.”  
Blanche



# **ET SI VOUS REVENDIQUEZ VOTRE INDÉPENDANCE ?**

**LIBERTÉ,  
RESPONSABILITÉ,  
INDÉPENDANCE,  
HÉRITAGE,  
PATRIOTISME**



**LA DROITE ENRACINÉE,  
AU COEUR DE LA DROITE, AU COEUR DE LA FRANCE.**

**REJOIGNEZ-NOUS !** [CNIP.FR](http://CNIP.FR)  

*Bientôt une nouvelle affiche !*

*En attendant, continuons à diffuser celle-là !*